

DU COMMERCE

18 septembre 2000

Original: anglais

**COMMUNICATION DE LA BULGARIE, DE L'INDE, DE L'ISLANDE,
DU LIECHTENSTEIN, DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,
DE LA SLOVÉNIE, DE SRI LANKA, DE LA SUISSE
ET DE LA TURQUIE**

Par une communication datée du 15 septembre 2000, la Bulgarie, l'Inde, l'Islande, le Liechtenstein, la République tchèque, la Slovénie, Sri Lanka, la Suisse et la Turquie ont fait parvenir au Secrétariat le document ci-joint, en lui demandant de le distribuer aux Membres.

TRAVAUX SUR LES QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 24:1 – EXTENSION DE LA PROTECTION ADDITIONNELLE DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES À DES PRODUITS AUTRES QUE LES VINS ET LES SPIRITUEUX

Introduction et objectif

1. L'adoption de la section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC pendant le Cycle d'Uruguay témoigne de l'importance que les Membres attachent à la protection des indications géographiques. À l'époque, toutefois, il a été décidé de limiter la protection additionnelle (dite aussi "absolue") aux vins et aux spiritueux, malgré l'insistance d'un certain nombre de pays qui souhaitaient que cette protection soit étendue à d'autres produits. La question de l'élargissement du champ d'application a donc été laissée en suspens.

2. Les indications géographiques ont un potentiel commercial considérable, qu'on a longtemps négligé. Depuis l'adoption de l'Accord sur les ADPIC, le besoin d'étendre la protection additionnelle à des produits autres que les vins et les spiritueux est devenu de plus en plus apparent pour les pays en développement comme pour les pays développés, en même temps que la nécessité d'assurer une protection plus efficace des indications géographiques. Sur le marché mondial, les indications géographiques sont devenues un outil de commercialisation précieux. La reconnaissance des caractéristiques commerciales, nationales, régionales ou locales qu'elles permettent constitue un atout pour tous les pays, et en particulier pour ceux qui comptent sur la valeur ajoutée donnée aux marchandises par la nature et/ou par l'homme. Une protection forte et efficace des indications géographiques est le corollaire des efforts de libéralisation du commerce qui sont déployés dans tous les secteurs pour promouvoir les échanges de marchandises à haute valeur ajoutée.

3. En 1996, le Conseil des ADPIC a relevé, dans l'Accord sur les ADPIC, trois éléments constituant le programme incorporé pour les indications géographiques: l'article 23:4, l'article 24:1 et l'article 24.¹ De plus, le Conseil est convenu que l'examen de l'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques, mené dans le cadre de cette dernière disposition, donnait aux délégations la possibilité de présenter des communications sur la question du champ d'application de la protection additionnelle.² L'Inde, la République tchèque et la Suisse ont abordé la question de l'élargissement dans les communications qu'elles ont présentées chacune en 1997.³ Sans reprendre le contenu de ces trois communications, nous voudrions réaffirmer notre adhésion aux idées qui y sont exprimées. En outre, un grand nombre d'autres pays, tant au sein du Conseil des ADPIC que dans les travaux préparatoires à la Conférence ministérielle de Seattle, ont manifesté un vif intérêt pour l'extension de la protection additionnelle à d'autres produits. La question de l'élargissement n'a cependant pas été examinée séparément par le Conseil des ADPIC jusqu'ici.

¹ Rapport (1996) du Conseil des ADPIC, IP/C/8, paragraphes 26 à 28.

² *Ibid.*, paragraphe 34.

³ Communication de l'Inde (job n° 5023, 16 septembre 1997); communication de la République tchèque du 28 juillet 1997 (job n° 4486, 4 août 1997); communication de la Suisse du 15 juillet 1997 (job n° 4152, 31 juillet 1997).

4. La communication ci-après a pour but d'apporter une contribution aux décisions du Conseil mentionnées au paragraphe 3 et une impulsion au débat sur la question de l'élargissement. Elle vise à expliquer, à partir du cadre existant, la raison pour laquelle la question de l'extension de la protection additionnelle à des produits autres que les vins et les spiritueux doit faire partie du programme incorporé de négociation du Conseil sur les questions intéressant la protection des indications géographiques. La Bulgarie, l'Inde, l'Islande, le Liechtenstein, la République tchèque, la Slovaquie, Sri Lanka, la Suisse et la Turquie se réservent le droit d'apporter des modifications ou des adjonctions à la présente communication lors d'une réunion ultérieure du Conseil, particulièrement en ce qui concerne la façon dont celui-ci pourrait procéder en la matière.

Section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC

5. La section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC prévoit deux niveaux différents de protection pour les indications géographiques. Le premier est celui de la protection générale contre les pratiques trompeuses et déloyales dont toutes les indications géographiques doivent bénéficier. Le second est celui de la protection additionnelle ou "absolue" qui doit être accordée aux indications géographiques pour les vins et les spiritueux. À ce second niveau, la protection est renforcée, notamment, par le fait qu'il n'est pas nécessaire de prouver que le public a été induit en erreur ou qu'il y a eu concurrence déloyale.

6. Ce traitement différencié des indications géographiques ne peut s'expliquer qu'à la lumière des négociations du Cycle d'Uruguay. Les dispositions considérées de l'Accord sur les ADPIC résultent de compromis dictés par les circonstances qui existaient au moment de ces négociations, en particulier pendant la Conférence ministérielle de Bruxelles (1990), et qui résultaient, dans une certaine mesure, du lien qui était fait à l'époque entre les négociations sur les indications géographiques et les négociations sur l'agriculture.

7. Il n'y a pas d'explication systématique ou logique à la distinction opérée à la section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC. Cette distinction ne tient pas compte du fait que les indications géographiques sont tout aussi importantes sur le plan des échanges commerciaux pour les catégories de marchandises autres que les vins et les spiritueux. L'importance politique et économique des indications géographiques s'accroît à mesure que l'affinement du goût et le renforcement des exigences de qualité stimulent la demande de produits ayant une origine géographique déterminée. La valeur ajoutée augmente les chances qu'ont ces produits de pénétrer sur le marché, ce qui est conforme à la vision globale d'un système commercial multilatéral. Voilà pourquoi, depuis la fin du Cycle d'Uruguay, le besoin d'élargir la protection additionnelle à des produits autres que les vins et les spiritueux se fait sentir de plus en plus parmi les Membres.

8. Toutes les questions relatives à la protection des indications géographiques n'ayant pas été réglées pendant le Cycle d'Uruguay, le programme incorporé de l'Accord sur les ADPIC constitue la base des futures négociations sur l'accroissement de la protection des indications géographiques.

Le programme incorporé concernant les indications géographiques

9. En 1996, le Conseil des ADPIC a relevé, dans l'Accord sur les ADPIC, trois éléments constituant le programme incorporé pour les indications géographiques: l'article 23:4, l'article 24:1 et l'article 24.⁴

⁴ Rapport (1996) du Conseil des ADPIC, IP/C/8, paragraphes 26 à 28.

a) Article 23:4

10. La présente communication ne traite pas de l'élément du programme incorporé qui concerne l'établissement, au titre de l'article 23:4, d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux. Néanmoins, la Bulgarie, l'Inde, l'Islande, le Liechtenstein, la République tchèque, la Slovénie, Sri Lanka, la Suisse et la Turquie saisissent cette occasion pour souligner l'importance qu'ils attachent à la tenue de négociations dans ce domaine.

b) Article 24:1

11. Aux termes de cette disposition, les Membres doivent engager des négociations en vue d'accroître la protection d'indications géographiques particulières au titre de l'article 23. À notre avis, cette phrase, entre autres choses, constitue la base sur laquelle entreprendre des négociations visant à étendre la protection additionnelle de l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux.

12. Certains Membres paraissent faire une lecture différente de cette phrase, et soutiennent que le mandat incorporé du Conseil ne devrait porter que sur le renforcement ou l'élargissement de la protection d'indications géographiques particulières pour les vins et les spiritueux. À notre avis, cette interprétation de l'article 24:1 est trop étroite. Il serait en effet illogique de limiter les négociations prescrites à l'amélioration de la protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, celles-ci bénéficiant déjà de la protection additionnelle prévue à l'article 23. De plus, cette approche accentuerait le déséquilibre qui existe déjà dans la section 3, et qui n'est pas conforme à l'esprit ni aux objectifs fondamentaux de l'Accord sur les ADPIC. Si l'on veut apporter des éclaircissements et des améliorations sur tous les sujets que le compromis dégagé au terme du Cycle d'Uruguay a laissés en suspens, il faudrait inclure, dans les négociations prescrites dans le programme incorporé de l'article 24:1, non seulement la question de la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux et/ou celle de la limitation des exceptions prévues aux paragraphes 4 à 8 de l'article 24, mais aussi celle de l'accroissement de la protection d'indications géographiques particulières pour des produits autres que les vins et les spiritueux. En d'autres termes, les dispositions de l'article 24:1 s'appliquent de manière générale à tous les produits, et le renvoi à l'article 23 ne se rapporte pas aux produits qui sont visés à cet article, mais à la mise en place d'une mesure de protection additionnelle. Cette interprétation de l'article 24:1 est confirmée par la structure même de la section 3 de la Partie II. En effet, le titre de l'article 23 indique clairement qu'il vise exclusivement les indications géographiques pour les vins et les spiritueux. Or l'article 24 n'est pas limité aux vins et aux spiritueux, sauf dans la mesure où ses dispositions l'indiquent expressément.

c) Article 24:2

13. L'article 24:2 comporte trois autres éléments qui viennent appuyer l'idée d'étendre la protection additionnelle de l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux, dans le cadre des négociations prévues dans le programme incorporé.

14. Premièrement, la première phrase du paragraphe 2 charge le Conseil d'examiner l'application des dispositions de la section 3 relative aux indications géographiques. Outre que l'examen de l'application des dispositions peut toujours entraîner l'amélioration et l'accroissement de la protection conférée par les dispositions examinées, le Conseil des ADPIC a dit expressément, dans son rapport à la Conférence ministérielle de 1996 à Singapour, "... que l'examen de l'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques prévu à l'article 24:2 ... donne aux délégations la possibilité de présenter des communications sur la question du champ d'application ...".⁵ Le même

⁵ Document IP/C/8, paragraphe 34.

libellé est repris dans la note d'information établie pour la session extraordinaire du Conseil général sur la mise en œuvre.⁶

15. Deuxièmement, l'article 24:2 prévoit, dans sa deuxième phrase, que toute question concernant le respect des obligations découlant de ces dispositions pourra être portée à l'attention du Conseil.

16. Troisièmement, la dernière phrase du paragraphe 2 charge le Conseil de prendre les mesures qui pourront être convenues pour faciliter le fonctionnement de la section 3 et favoriser la réalisation de ses objectifs.

La méthode qui pourrait être suivie pour négocier sur les éléments du programme incorporé

17. Au lieu d'examiner séparément chaque élément du programme incorporé concernant les indications géographiques, certains ont préconisé, notamment, à la réunion du Conseil tenue en juin 2000, de les examiner en même temps. Cette approche globale (dite aussi de la "corbeille") offre l'avantage de permettre aux Membres qui ont des intérêts en jeu de les faire valoir pour l'ensemble des questions examinées et d'en discuter d'une manière globale et équilibrée. Cette approche tient compte de l'interrelation qui existe entre les différentes questions que le Conseil des ADPIC est chargé d'examiner au titre de la section 3 de la Partie II.

18. Ainsi qu'il est dit au paragraphe 6 du présent document, un argument important qui a joué dans les négociations du Cycle d'Uruguay touchant les indications géographiques était le lien établi à l'époque avec les négociations sur l'agriculture. Ce lien est toujours valable pour certains Membres, et il pourrait nous guider dans nos travaux futurs.

Conclusion

19. Pour toutes les raisons susmentionnées, la Bulgarie, l'Inde, l'Islande, le Liechtenstein, la République tchèque, la Slovaquie, le Sri Lanka, la Suisse et la Turquie sont d'avis que les négociations du Conseil des ADPIC sur la question de l'extension de la protection additionnelle à des produits autres que les vins et les spiritueux font partie intégrante du programme incorporé de l'Accord sur les ADPIC. Par conséquent, le programme de négociation du Conseil des ADPIC sur les questions intéressant la protection des indications géographiques devrait également inclure la question de l'extension de la protection additionnelle à des produits autres que les vins et les spiritueux. C'est seulement ainsi qu'on pourra trouver, dans le domaine des indications géographiques, une solution globale satisfaisante qui soit conforme à l'esprit et aux objectifs de l'Accord sur les ADPIC, et aux intérêts de tous les Membres.

⁶ Document JOB(00)/4217, page 4, paragraphe 5.